

Les organisations de la société civile et des droits de l'homme basées en Israël appellent à un cessez-le-feu

mardi 13 février 2024, par [Organisations de la société civile et des droits des êtres humains basées en Israël](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2024).

Nous, organisations de la société civile et des droits de l'homme basées en Israël, appelons à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza et demandons la libération immédiate des otages détenus dans la bande de Gaza. Un cessez-le-feu immédiat permettra d'éviter de nouvelles pertes de vies civiles et facilitera l'accès à l'aide vitale pour Gaza afin de faire face à la catastrophe humanitaire sans précédent qui s'y déroule.



En plus de 120 jours de guerre à Gaza, à la suite de la terrible attaque du Hamas du 7 octobre qui a tué quelque 1 200 Israélien.nes et internationaux, nous avons vu les bombardements israéliens et la politique de siège causer des morts et des destructions insondables dans la bande de Gaza.

Selon le ministère palestinien de la santé, quelque 27 000 personnes ont été tuées, plus de 66 000 ont été blessées et des milliers d'autres sont encore ensevelies sous les décombres. Le système de santé a été presque totalement décimé par les attaques militaires, les coupures d'électricité, le nombre considérable de membres du personnel médical tués ou déplacés et les pénuries de médicaments et d'équipements médicaux. Seuls 14 des 36 hôpitaux sont partiellement opérationnels et sont sur le point de s'effondrer en raison d'une surcharge extrême et d'un manque de fournitures. L'approvisionnement en nourriture et en eau potable fait défaut dans toute la bande de Gaza, et l'ensemble de la population est exposée à un risque imminent de famine et de déshydratation.

Quelque 1,7 million de personnes, soit environ 75 % de la population, ont été déplacées. Les abris pour les personnes déplacées sont surpeuplés et manquent de conditions de base, avec des pénuries extrêmes de nourriture, d'eau et d'autres produits de première nécessité. De vastes zones de la bande de Gaza ne sont plus habitables. Des milliers de maisons ont été lourdement endommagées ou détruites par les bombardements israéliens, tandis que des infrastructures civiles essentielles, des bâtiments publics, des institutions culturelles, des lieux de culte et des sites patrimoniaux sont en ruine.

La pénurie de fournitures et les hostilités actives empêchent une réponse humanitaire efficace. Certains articles humanitaires et équipements médicaux nécessaires sont interdits d'entrée par Israël. Les fortes pluies, le temps froid et la surpopulation extrême dans les campements de tentes et les abris ont considérablement augmenté l'incidence des maladies. La distribution du peu d'aide qui entre est considérablement entravée par le manque d'accès sûr à l'intérieur de la bande de Gaza. Aucun endroit de Gaza n'est sûr pour les civils.

Nous appelons donc toutes les parties à un cessez-le-feu immédiat et nous demandons à Israël d'autoriser l'entrée et la livraison sans entrave de l'aide et des biens humanitaires dans et à travers la bande de Gaza, comme l'a ordonné la Cour internationale de justice. Le Hamas doit libérer sans condition toutes les personnes prises en otage le 7 octobre. Nous appelons la communauté internationale à respecter son obligation légale de rétablir le respect du droit international humanitaire et de protéger les civils. La communauté internationale doit veiller à ce que tous les responsables de graves violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme soient tenus de rendre des comptes. Ces mesures sont essentielles pour garantir les droits de l'homme et la sécurité des Israéliens et des Palestiniens.

Le 8 février 2024

Signé par :

Akevot Institute for Israeli-Palestinian Conflict Research | Amnesty International Israel | Bimkom - Planners for Planning Rights | Breaking the Silence | B'Tselem - The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories | Combatants for Peace | Emek Shaveh | Gisha - Legal Center for Freedom of Movement | Green Olive Collective | HaMoked : Center for the Defence of the Individual | Haqel - In Defense of Human Rights | Ir Amim | Isha L'isha Haifa Feminist Center | Israeli Palestinain Bereved Families for Peace | Jordan Valley Activists | Looking the Occupation in the Eye | Machsom Watch | Mothers Against Violence Israel | Negev Coexistence Forum for Civil Equality | New Profile - The Movement to Demilitarize Israeli Society | Parents Against Child Detention | Peace Now | Physicians for Human Rights Israel | Policy Working Group | PsychoActive - Mental Health Professionals for Human Rights | Rabbis for Human Rights | The School for Peace | Social Workers for Peace and Welfare | Solidarity of Nations - Achvat Amim | Standing Together | This Is Not An Ulpan | Torat Tzedek | Yesh Din | Yesh Gvul | Your Neighbor As Yourself | Zazim - Community Action

P.-S.

- Traduction pour ESSF de Pierre Rousset avec DeepL pro.
- Source : Emek Shaveh. 8 février, 2024 : <https://emekshaveh.org/en/ceasefire/>